

sont prévues pour venir en aide aux laitiers, aux éleveurs de bovins et aux producteurs d'œufs dans les Maritimes en ce qui concerne la péréquation du fret des grains de provende? J'ai noté qu'entre 1973 et 1980, le coût à la tonne est passé de \$16.31 à \$36.70 pour transporter la provende de Thunder Bay à Charlottetown. Des producteurs d'œufs de l'Île-du-Prince-Édouard m'ont écrit pour me dire qu'ils ont du mal à rivaliser avec leurs homologues de l'Ontario, qu'ils tentent désespérément d'obtenir une aide supplémentaire et essayent d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la question de la péréquation du transport des grains de provende.

M. Whelan: Monsieur le président, je m'étonne d'entendre le député me rapporter le propos des producteurs d'œufs, car ceux-ci bénéficient d'une formule de prix de revient qui tient compte du prix de la provende, des frais d'intérêts, des taxes, des dépenses d'énergie, que sais-je encore. En conséquence, s'il leur en coûte plus cher pour nourrir leurs animaux, il leur suffit de réajuster leur prix de vente; c'est un des groupes qui est en droit de le faire. Ils disent aussi qu'ils ne peuvent rivaliser avec les producteurs de l'Ontario. Or la majorité des producteurs de l'Ontario ne bénéficient actuellement d'aucune aide pour le transport de la provende. Dans tout le sud de l'Ontario, c'est-à-dire tout ce qui est situé au sud de North Bay, nous n'accordons, si je ne m'abuse, aucune subvention aux éleveurs d'œufs pour le transport de la provende. Bien des gens ont cette vision erronée des choses. Je puis vous assurer que tous les producteurs d'œufs bénéficient de la formule du prix de revient.

● (2320)

Ceux qui ont décidé de se passer des services d'un organisme pour vendre leur porc et leur bœuf, ne peuvent compter sur une formule de prix. Si le prix est bon et qu'ils touchent des recettes raisonnables, ils ont de l'argent pour payer les aliments qu'ils achètent. Mais si le marché s'effondre et que le prix des aliments monte, ils n'ont rien pour se protéger. Si les producteurs de bœuf perdent de l'argent ils doivent réclamer du secours du régime de stabilisation du gouvernement fédéral et si les producteurs de porc perdent également, ils doivent s'adresser au programme d'assurance provincial lequel, à ce que je sache, a fait faillite l'an dernier parce que la caisse était à sec.

M. Gustafson: Monsieur le président, je me réjouis d'avoir l'occasion de participer au débat sur l'agriculture. Je présente une circonscription agricole, Assiniboia, qui récolte plus de blé que toute autre circonscription au Canada. Depuis deux jours, j'ai écouté avec intérêt les propos du ministre surtout quand il parlait de son congé sabbatique. Pendant cette brève période de huit mois, les députés qui siègent en face de moi, le député d'Elgin et le député de Vegreville, ont fait mieux pour l'agriculture et le transport que ce que les autres ont fait en 12 ans.

Les agriculteurs ne demandent qu'une chose au ministre, qu'il leur donne la chance de produire. Aujourd'hui le *Star* de Toronto a titré: Les Canadiens au travail! Le Conseil économique du Canada affirme que nous devons travailler. Quels sont les programmes que préconise le ministre pour que les agriculteurs puissent produire, mettre en vente leurs produits et aussi les faire transporter aux marchés, à supposer qu'ils les aient vendus?

D'une certaine façon, le ministre a eu de la chance que la production ait baissé dans l'Ouest à cause de la sécheresse.

Subsides

J'espère bien que le ministre de l'Agriculture et le ministre des Transports ne resteront pas assis sur leurs lauriers et qu'ils poursuivront le travail commencé par le député de Vegreville et le député d'Elgin.

M. Whelan: Quelle foutaise.

M. Gustafson: Nos agriculteurs se préoccupent de questions bien particulières, à commencer par le prix initial du blé. Depuis deux jours, nous posons constamment la même question: «Quand le ministre annoncera-t-il l'augmentation du prix initial des céréales?» Nous savons tous que les prix ont atteint \$8 le boisseau sur le marché de Vancouver. Pourtant, le ministre affirme que les agriculteurs ne veulent pas plus d'argent. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé affirme pour sa part que les agriculteurs ne savent pas comment administrer leurs finances.

Bien des jeunes agriculteurs sont pressés par la hausse des coûts, à tel point qu'il leur devient très difficile de payer les taux d'intérêt élevés pour réparer leur matériel et acheter leurs machines, et cela influe sur l'ensemble de la production agricole. Les agriculteurs voudraient que le gouvernement et les fonctionnaires du ministre chargé de la Commission du blé le convainquent de prendre des mesures à cet égard.

Nous pouvons d'ailleurs nous poser toutes sortes de questions. J'ai reçu aujourd'hui une lettre d'un agriculteur fort inquiet de Scout Lake, en Saskatchewan, qui voulait savoir ce que faisait le gouvernement à propos de la conversion au système métrique. Le premier ministre a semé la confusion quand il a déclaré dans le discours du trône qu'il accorderait une attention bien particulière à l'ouest du Canada parce que son parti n'y est pas représenté. Quel genre d'attention particulière avons-nous obtenu jusqu'ici? Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources veut nous enlever nos richesses naturelles. Le ministre chargé de la conversion au système métrique n'a fait que semer la confusion. Qu'est-ce que le ministre de l'Agriculture compte faire à propos de la conversion au système métrique? Les agriculteurs et les municipalités rurales veulent savoir si le gouvernement commencera bientôt à désigner les acres sous le nom d'hectares. Radio-Canada a dit que les fabricants de produits chimiques se convertiraient au système métrique. Je voudrais que le ministre réponde à cette question, dans une lettre s'il n'a pas le temps de le faire ce soir.

Une autre question importante qui préoccupe les agriculteurs c'est celle des terres. L'impôt sur les gains en capital les inquiète ainsi que la rupture des promesses électorales au sujet de la journée de l'évaluation devait être fixée en 1974 plutôt qu'en 1971. En ce qui concerne les terres, le ministre de l'Agriculture sait-il que le gouvernement de Saskatchewan a acheté environ un million d'acres en Saskatchewan? Croit-il à la nationalisation? Le gouvernement socialiste d'Ottawa va-t-il faire comme le gouvernement socialiste de Saskatchewan et nous présenter un jour une politique très agressive à l'égard des terres agricoles? C'est une question fort importante pour les Canadiens et qui touche surtout l'agriculteur de Saskatchewan. Le gouvernement de cette province a acheté 65,000 quarts de sections de bonne terre agricole au moyen d'un système d'imposition qui en fin de compte lui permettra de nationaliser ces terres.

Les agriculteurs demandent le droit d'être productifs. Si les femmes appartiennent à l'État, le Canada oubliera rapidement ce que signifie le mot production. C'est une question impor-